



Lille, le 27 octobre 2025

*Michelle Gréaume**Alexandre Basquin*

SENATEURS
DU NORD

Sénat :
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS*Permanences parlementaires*
18, rue d'Inkermann
59000 LILLE*7, rue des cordiers*
59400 CAMBRAI*Contacts :**m.greaume@senat.fr*
*a.basquin@senat.fr**Objet : Projet de loi de finances 2026*

Madame le Maire, Monsieur le Maire,

Le projet de loi de finances pour 2026, présenté par le nouveau Gouvernement s'inscrit dans la continuité et la logique austéritaire du plan d'économies de 40 milliards d'euros annoncé il y a quelques semaines par le précédent exécutif.

Les collectivités territoriales sont de nouveau mises à contribution avec des coupes massives dans leurs moyens d'action et d'investissement.

Une fois de plus, les communes, les intercommunalités, les départements et les régions sont en première ligne. Selon le Comité des finances locales, l'effort demandé sera de 7,2 milliards d'euros. Gel de la Dotation globale de fonctionnement, resserrement du FCTVA, instauration d'un Dilico 2, réduction du Fonds vert, etc., il s'agit là d'une nouvelle purge pour les collectivités.

Celle-ci intervient dans un contexte social et économique de plus en plus dégradé : des services publics exsangues, une casse industrielle et économique inédite (50 000 emplois étaient concernés par une procédure collective au premier trimestre 2025, selon le journal Le Monde) et des inégalités en hausse comme le montre plusieurs études menées sur la pauvreté.

Cet environnement et les efforts financiers continus demandés aux collectivités impactent fortement les élus locaux. Ceux-ci jonglent entre course aux subventions pour financer leurs projets, dépenses et charges nouvelles imposées sans contrepartie financière et demandes croissantes, bien que légitimes, des citoyens alors que le maintien des services de proximité s'est fortement compliqué.

Similaires à celles mises en œuvre depuis plusieurs années, ces orientations budgétaires sont pourtant loin d'avoir fait la preuve de leur efficacité. La question de leur pertinence mérite d'être posée à l'heure où de nombreux experts économiques nationaux et internationaux, dont plusieurs prix Nobel d'économie, ont démontré que le budget de l'Etat français souffre, avant tout, d'une perte des recettes et non d'une augmentation des dépenses.

Soutenues par l'opinion publique, d'autres sources de financement existent pourtant comme la taxe Zucman, la lutte contre l'évasion fiscale (80 milliards d'euros), la réévaluation et le contrôle des aides publiques versées aux entreprises (211 milliards).

La constance du Gouvernement à refuser toute autre solution que la diminution des dépenses publiques, toute autre piste de financement alternatif explique la crise politique et le blocage institutionnel que nous connaissons.



Le projet de loi de finances 2026 sera bientôt examiné au Sénat. Ce débat sera décisif pour l'avenir de nos territoires. Nous y serons pleinement mobilisés pour refuser toute nouvelle fragilisation des collectivités, exiger un véritable soutien à l'investissement local et mobiliser de nouvelles sources de financement.

Vous pouvez compter sur notre vigilance et notre détermination à défendre, sans relâche, les collectivités territoriales et leurs élus.

Nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Michelle Gréaume
Sénatrice du Nord



Alexandre Basquin
Sénateur du Nord

